

ALFRED REBOUX Propriétaire-Gérant

ABONNEMENTS :

Roubaix-Tourcoing: Trois mois... 13.50 Six mois... 26.00 Un an... 50.00

Nord, Pas-de-Calais, Somme, Aisne, trois mois... 15 fr.

La France et l'Étranger, les frais de poste en sus.

Le prix des Abonnements est payable d'avance. — Tout abonnement continue, jusqu'à réception d'avis contraire.

JOURNAL DE ROUBAIX

MONITEUR POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL DU NORD

Le JOURNAL DE ROUBAIX est désigné pour la publication des ANNONCES LEGALES et JUDICIAIRES

ALFRED REBOUX Propriétaire-Gérant

INSERTIONS :

Annouces: la ligne... 20 c. Réclames: ... 30 c. Faits divers: ... 50 c.

Les abonnements et les annonces sont reçues à Roubaix, au bureau du Journal à Lille, chez M. QUARÉ, Libraire, Grand-Place; à Paris, chez MM. HAVAS, LAFITTE et Co, 34, rue Notre-Dame des-Victoires (place de la Bourse); à Bruxelles, à l'OFFICE DE PUBLICITE.

23 MAI

Table with 2 columns: Item (Service gouvernemental, Emprunts) and Price (68 00, 97 10, 105 20)

24 MAI

Table with 2 columns: Item (Emprunts) and Price (67 85, 97 25, 105 10)

Service particulier du Journal de Roubaix

Table listing various services and their prices: Banque de France (3650 00), Crédit foncier de France (682 00), Chemins autrichiens (543 00), Lyon (970 00), Est (587 00), Ouest (643 00), Nord (1255 00), Midi (757 00), Suez (723 00), Péruvien (19 3/4), Actions Banque ottomane (336 00), Londres court (25 23 0/0), Crédit Mobilier (148 00), Turc (11 52), Turc nouveau (00 00)

DEPECHE COMMERCIALES

(Service particulier du Journal de Roubaix)

New-York, 24 mai. Change sur Londres 4.87 1/2; change sur Paris, 5.13 0/0. Valeur de l'or, 112 1/2. Café good fair, (la livre) 17 1/4. Café good Cargoes, (la livre) 17 3/4. Marché calme.

Dépêches de MM. Schlagenhauff et C. représentés à Roubaix par M. Bulteau Grympeux: Havre, 24 mai. Cotons: Ventes 800 b. Plus d'affaires, bas prix, affairant demande.

Liverpool, 24 mai. Cotons: Ventes 8,000 b. baisse 1/16.

New-York, 24 mai. Cotons: 11 3/4. Recettes de 4 jours 8,000 b.

(Dépêches affichées à la Bourse de Roubaix) Liverpool, 24 mai. Cotons: Ventes 8,000 bal. Amérique, baisse 1/16. Autres 1/8.

Havre, 24 mai. Coton: Ventes 1,000 b. Juillet 70; octobre 72.

New-York, 24 mai. Cotons: 11 3/4. Recettes 8,000 balles.

Bureau de l'Ascension, le JOURNAL DE ROUBAIX ne paraîtra pas.

ROUBAIX 24 MAI 1876.

Bulletin du jour

Le résultat des élections a partout fort douloureusement surpris les conservateurs. Pour notre part, nous le trouvons parfaitement conforme à la logique et à l'esprit du temps. Le gouvernement s'étant engagé dans la voie des aventures, le pays l'y précède. C'est dans l'ordre naturel, c'est un effet du tempérament national. Les électeurs

s'éloignent partout des personnalités de la politique organique, et se rangent du côté des fauteurs de la politique d'expédition, parce que le pouvoir lui-même suit cette pente. Les masses en France, on le sait trop bien, obéissent aux impulsions que les détenteurs de l'autorité leur impriment. C'est ce qui explique qu'elles aient subi indifféremment, en moins d'un siècle, le joug des dictateurs les plus ineptes comme les plus terribles. Robespierre ou Barras, M. Garnier-Pagès, M. Gambetta ou Napoléon, qu'importe en somme à la foule pourvu qu'elle sente une main qui la dirige! Dimanche, elle sentait la main de MM. Ricard et de Marcère et elle a fait des élections qui sont un reflet exact de la politique de ces deux ministres.

Lorsque nous avons vu M. le maréchal de Mac-Mahon inaugurer la politique centre gauche, nous avons prévu, nos lecteurs s'en souviennent, les résultats qu'elle devait donner. Nous connaissions l'arbre, il ne faut donc ni s'étonner, ni s'indigner, de voir qu'il porte ses fruits naturels. Les suites du scrutin de dimanche nous laissent, il est vrai, de graves regrets personnels. Nous déplorons que plusieurs hommes qui étaient l'honneur non seulement d'un parti, mais d'un Parlement, se soient vu fermer la porte des assemblées françaises. L'élection de M. Chesnelong, pour n'en citer qu'une, nous paraissait désirable, parce qu'elle aurait revêtu le caractère d'un triomphe moral. Mais, en somme, les personnages que l'intolérance de la politique républicaine a réduits à une inaction momentanée n'auront pas à se plaindre de ce temps d'arrêt de leur vie publique.

Ils se prépareront d'une façon plus calme et plus réfléchie aux luttes que nous croyons inévitables et prochaines; ils mûriront les fortes pensées et les dévouements austères, dans le silence et dans le travail, et finalement le pays y gagnera. Quant aux causes matérielles de l'échec de la plupart des candidats que nous aurions voulu voir élire, elles ne sont pas difficiles à démêler. Par un retour presque scandaleux, et, en tout cas bien instructif des choses humaines, la plupart de ces candidats dont l'élection précédente avait été invalidée pour cause de pression administrative, ont succombé sous la pression la plus évidente, la moins dissimulée. Qu'est-ce donc? Si non un fait de pression administrative, que ce remplacement des maires poursuivi simultanément sur toute l'étendue du territoire, comme la réalisation d'un plan dont l'objet était le succès des candidatures républicaines?

Si ce sacrifice fait aux exigences radicales était nécessaire, on conviendrait qu'on a choisi pour l'accomplir un bien singulier moment. A l'heure même où treize collèges électoraux étaient en proie à la fièvre électorale, l'administration est venue marquer ses préférences, en retirant les pouvoirs municipaux aux personnalités les plus courageuses du parti conservateur, pour en investir les personnalités les plus

infortunées du parti républicain. On désignait ainsi le parti du pouvoir, le parti du ministère. Pourtant nous sommes bien assurés qu'aucune protestation contre cette véritable restauration de la candidature officielle, ne partira des rangs de la majorité de la Chambre des députés, lorsque MM. Vignancour, Carré-Kerisouët, Loustalot et Guyot-Montpayrou, viendront prendre possession de leurs sièges. En revanche, une dépêche de Yssingeaux, insérée dans la Rappel promet en ces termes l'invalidation de M. Malartre: « Malartre nommé, corruption, Pression inouïe. Manœuvres scandaleuses. L'élection sera certainement invalidée. »

N'est-ce pas charmant et surtout instructif? Est-il besoin d'un commentaire, pour faire ressortir le caractère de cette naïveté républicaine?

Un débat assez important s'est engagé à la Chambre des communes anglaises, au sujet des communications émanées des puissances qui ont tenu récemment des conférences à Berlin. On demandait au gouvernement communication des pièces diplomatiques concernant ces conférences et le gouvernement par l'organe de M. Disraeli l'a refusée. Cette réserve prouve que des négociations sont engagées entre l'Angleterre et l'Autriche, la Russie et la Prusse, tout au moins touchant la question d'Orient, et que les propositions formulées dans le memorandum des trois puissances ne satisfont pas l'Angleterre.

M. Emile Louis-Gustave DESHAYES DE MARCÈRE

Sous ce titre, nous trouvons dans l'Emancipateur une page d'histoire écrite de main de maître, que nous nous empressons de mettre sous les yeux de nos lecteurs: « C'était dans les premiers jours de février 1871.

« La Nation, relevée enfin du pro-férat qui pesait sur elle depuis la chute de l'Empire, allait procéder aux élections législatives, qui devaient mettre fin aux orgies de la Défense nationale. Dans le salon d'un de nos principaux industriels du Nord, un comité électoral conservateur s'était réuni, pour dresser une liste de candidats résolus à faire prévaloir ces deux choses que le pays réclamait avec instance: l'ordre, la paix.

« L'ordre, contre les passions révolutionnaires qui se faisaient de plus en plus menaçantes; la paix, qui nous délivrerait des Prussiens et des outranciers: tels étaient les deux termes du programme. Il n'y en avait point d'autres. Dans le danger pressant où se trouvait le pays, chacun comprenait l'urgence de l'oublier pour un moment ses préoccupations particulières, ses haines ou ses sympathies politiques. Pourtant, au sein du comité dont nous parlons, la majorité inclinait vers la monarchie, mais sans prétendre à une réalisation immédiate de ses espérances.

« Et la preuve de ce désintéressement se trouvait dans les choix mêmes des candidatures. Nulle étroitesse, pas d'exclusivisme ou de parti pris. Tout nom jouissant d'une honorable notoriété,

proposé par un membre, était accueilli par acclamation. Juges intègres, agriculteurs expérimentés, négociants rompus aux affaires, anciens diplomates et anciens constituants, composaient un groupe d'élite où les talents et la fortune différaient, mais non les bonnes intentions et le patriotisme. La liste allait être close. Il ne manquait plus qu'un nom. Chacun avait à peu près épuisé son contingent de lumières et d'informations, lorsqu'un des membres proposa, comme dernier candidat, M. de Marcère.

« M. de Marcère? quel était cet inconnu? Celui qui avait lancé ce nom n'en connaissait pas beaucoup plus que ses collègues. Il savait seulement que M. de Marcère, — issu d'une honorable famille de Normandie et successivement attaché au ministère de la justice en 1846, substitué à Soissons et à Arras, procureur à Saint-Pol, président du tribunal civil à Avesnes, et présentement conseiller à la cour de Douai — passait pour légitimiste fidèle, malgré les devoirs de reconnaissance qui le rattachaient au régime déchu.

« M. de Marcère, informé de ce fait, se garda bien de réclamer et laissa croire qu'on ne s'était pas trompé sur ses opinions. Il partagea la bonne fortune des conservateurs royalistes du Nord, fut élu à une magnifique majorité et se rendit à l'Assemblée nationale, où il alla siéger... parmi les familiers des princes d'Orléans. C'était déjà une première incorrection. Les amis du nouveau député eurent lieu d'en être mécontents. Il leur ménageait bien d'autres surprises.

« Lorsqu'après la démission du comte de Paris à Frohsdorf le rétablissement de la monarchie fut sur le point d'aboutir, M. de Marcère, qui l'aurait pu devenir? fut un des plus ardents adversaires du projet. S'il ne parla pas à la tribune, étant médiocre orateur, il intrigua beaucoup dans les bureaux et ailleurs. Enfin, l'idée ayant définitivement sombré, M. de Marcère, pour accentuer sa scission et marquer davantage son hostilité, enjamba d'un seul saut, peu périlleux du reste, les deux bancs qui le séparaient du centre gauche.

« La compagnie de MM. Laboulaye, Krantz, Bardoux, Féry, le républicanisme naissant de M. de Marcère s'affaiblit, se fortifia, prit de la taille et de l'importance. Demeuré nominativement conservateur sous le principal de M. Thiers, il devint opposant irréconciliable à partir du 24 mai. Les hommes dont le passage au pouvoir porte le nom de « gouvernement de l'ordre moral », trouvèrent dans l'ex-conservateur de Douai un ennemi scieur assez peu généreux. Il n'y a rien, dit-on, de plus amer qu'une jatte de lait dans laquelle on a versé une cuillerée de vinaigre. M. de Marcère était cette jatte de lait. L'aigreur augmentait à vue d'œil chez cet homme qui voulait faire oublier son origine.

« Il en trouva l'occasion en février 1875. On sait que la Constitution Wallon ne passa qu'à une voix de majorité. Cette voix serait-ce celle de M. de Marcère? Si nous lui jouions le tour d'en douter, il réclamerait. Donnons-lui le certificat qui lui tient au cœur. Non-seulement l'élu de février a voté pour la République, mais il est capable d'avoir recruté quelques suffrages hésitants.

« Après ce pas franchi, M. de Marcère marche vite. La politique a aussi sa loi de la chute des corps. Quand on a mis le pied sur l'échelle descendante des opinions républicaines, on pousse,

qui s'avance de la vitesse acquise, semble charger vos épaules et vous précipiter. Je ne sais pas au juste à quelle époque M. de Marcère opéra sa nouvelle évolution, en passant du centre gauche à la gauche dite modérée. Ce fut peut-être pendant le ministère Buffet.

« Pauvre M. Buffet! en a-t-il dit essayé des attaques, des insultes, des avances? Dans cette guerre de partis, M. de Marcère n'était assurément pas homme à lancer la flèche d'Astor, mais il fit son possible pour se rendre utile. Les mauvaises langues racontent qu'on ne le trouva bon qu'à garder les uniques des bureaux pendant que ceux-ci faisaient leur œuvre. Ce doit être une calomnie.

« Soyons plus affirmatif et disons que c'en est une, puisque, des élections nouvelles s'étant faites et M. Buffet ayant été occis, M. de Marcère se trouva pourvu, pour la seconde Chambre, d'un beau siège de député, cette fois rembourré de velours d'une seule couleur. C'est à ce siège que M. Ricard l'arracha pour faire de lui son secrétaire d'Etat. Dans son nouveau poste, M. de Marcère fut moins un commis qu'un collaborateur, partageant la responsabilité du maître et mettant à l'occasion la main à la pâte. On a rapporté ces jours derniers que la grosse menace, adressée aux conservateurs dans l'une des fameuses circulaires n'émanait point de l'Excellence.

« M. de Marcère qualifiant de factieux ses protecteurs d'il y a cinq ans, cela paraît assez... raide. Mais que veut-on? La politique suppose tant de palinodies et d'excuse tant de choses. Nous sommes bien sûr que le sommeil de l'ancien substitué devenu ministre n'est point troublé par ce souvenir. Ce qui rendrait plutôt son oreiller moins doux, ce serait la crainte de ne point contenter longtemps ses alliés d'aujourd'hui. Mais il a tort de s'inquiéter. Avec le tempérament qu'il possède et la flexibilité d'humeur dont il est doué, on se range toujours facilement du côté des plus forts.

« La Correspondance Havas contient une note ainsi conçue: « Le conseil des ministres s'est réuni ce matin à Paris sous la présidence de M. Dufaure au ministère de la justice. Il s'est occupé du débat qui doit avoir lieu demain au Sénat.

« On assure que le conseil a décidé qu'il repousserait l'interpellation de M. Paris comme inconstitutionnelle, la constitution ne pouvant être interprétée que par le Congrès, le président de la République ayant jusqu'en 1880, seul le droit de convoquer les deux chambres en Congrès.

« M. Dufaure doit demain prendre la parole dans ce sens au Sénat et déclarer que le gouvernement n'accepte que l'ordre du jour pur et simple. Ainsi le débat sur l'interpellation Paris qui, dès l'abord avait inspiré quelques appréhensions, paraît devoir être promptement terminé par cette déclaration du président du Conseil.

« Il se peut même qu'il n'ait pas lieu, car on assure que les auteurs de l'interpellation sont hésitants, s'il ne la retirent pas. On les dit, en effet, assez émus de la pensée qu'on peut leur proposer de vouloir créer des embarras au gouvernement et troubler la tranquillité politique qui règne actuellement. Ils reconnaissent sans peine, comme il l'ont fait à la réunion qu'ils ont tenue avant-hier, que le ministre a le droit de trace

à ses préfets, qui sont les représentants de sa pensée, la ligne de conduite qu'ils doivent suivre. Aussi abandonnent-ils tout projet d'interpellation sur la circulaire de M. Ricard que M. Dufaure est, du reste, parfaitement disposé à défendre.

« Ce sont les déclarations que M. de Marcère a faites lorsqu'il répondait à M. de Francieux, et lorsqu'il affirmait que la constitution ne peut être révisée que dans un sens républicain, qui leur paraissent seules mériter de provoquer une explication qui maintienne intacte la clause de révision contenue dans l'article 8.

« Mais ici l'on est arrêté par une difficulté. D'un côté, le gouvernement ne se prête pas à une discussion.

« De l'autre, on assure que si cette discussion avait lieu, une fraction du parti républicain de la Chambre des députés, serait disposée à provoquer, à son tour, un débat qui tendrait, en présence d'une interprétation de la constitution par le sénat, à l'interprétation qu'il ne peut faire seul, à prier M. le président de la République de céder aux vœux du sénat, et de réunir les chambres en congrès pour interpréter la constitution.

« Le congrès serait en très grande majorité républicain, et on se demande si le Président de la République ne serait pas obligé d'accéder au désir ainsi formulé par la chambre.

« On nous signale et nous empruntons à un ancien numéro du Times un portrait du prince Napoléon qui indique d'une façon fort intéressante le rôle que le prince pourra jouer à la Chambre:

« C'est en quittant les marches du trône que le prince Napoléon est devenu un prétendant. Il a contre lui non d'être inconnu, mais bien la trop grande notoriété de son passé.

« Des les premières années de l'Empire, il en fut toujours une des faiblesses, il n'en fut jamais un élément de force. Il s'entoura des pires ennemis de Napoléon III, de ceux qui n'osaient pas l'attaquer. Pendant ses derniers temps, il vécut à Paris paraissant se soucier que de ses affaires privées et ne demandant que peu d'attention à la politique. De temps en temps, le prétendant se réveillait et lançait une de ces professions de foi équivoques qui rappellent à la fois César et Brutus.

« A le voir, on comprend son attitude et son langage. Les yeux, la bouche, le front, le nez expriment à la fois les appétits du peuple et l'énergie volontaire d'un empereur; et l'on est tout surpris de voir sur un corps fait évidemment pour une vie de plaisirs et de paix une tête qui est celle du plus insatiable des conquérants modernes. — Attaqué par les bonapartistes, ses rares partisans se cachent sous un voile de démocratie. L'approche des élections l'a rendu populaire: s'il se présente comme candidat, c'est pour lui le succès ou la chute sans retour; s'il ne se présente pas, c'est renoncer pour de longues années à la chance de compter au nombre de ceux qui figurent sur la scène politique. — Pour réussir, il lui faut le scrutin d'arrondissement; aucun parti ne voudrait le porter sur sa liste, et une liste qu'il formerait n'aurait aucune chance dans les départements même où les bonapartistes fondent leurs plus grandes espérances.

« Seul, le scrutin d'arrondissement peut

Feuilleton du Journal de Roubaix

DU 25 MAI 1876. — 29 —

Chevaliers de l'écritoire

X. LES TENTATIONS (Suite).

Rumisard est un homme d'argent! Rumisard saura payer les dentelles et le velours de ces angéliques créatures qui préféreraient la laine ou la toile à ce luxe d'orgueil qui fait pour ainsi dire partie de la réclame dont la banque a besoin... Mais pour leur cœur? Rien! rien!

« Que m'avait dit Jean de Falais?... Ah! son insinuation contenait tout un monde de joies! Le bonheur voulait entrer chez moi, j'ai fermé la porte! Cher bonheur! Ivresse pure! Cependant, Xavière et moi, deux orphelins... Et j'ai entre nous deux, pour unique barrière, un scrupule!

« Monsieur Lefèvre, dit en ce moment Aloïse Quentin en touchant le bras de Gabriel, je vous présente M. Cajol, un homme qui continue à donner les plus brillantes espérances.

« Et qui finira comme il a commencé, ajouta Cajol.

« Tu fais donc du théâtre? demanda le feuilletoniste.

— Par procuration: Népomucène est malade. Du reste, je cumule en ce moment. Je mange à tous les râteliers littéraires. L'agence Priam m'a commandé trois petits actes pour le compte d'une princesse qui fait tout ce qu'elle peut pour passer ses bas à l'indigo, et qui ne parvient à tromper personne. Si mon travail lui plaît, elle me demandera un roman, qui sera toujours assez bon.

— Mais, malheureux, dit Aloïse, si tu signais ce que tu écris, il y a longtemps que ta réputation serait faite.

— Parbleu! Seulement, on accepte ma marchandise sous le nom d'un autre qui est connu, qui fait prime, et moi on me refuse!

— Il ne s'agirait pas d'attendre. Cajol haussa les épaules.

— C'est ce que je ne peux pas faire. Le jour où les écrivains auront le temps d'attendre, il pleuvra des chefs-d'œuvre. La faim est leur moralité, le besoin leur épée. Ils lancent leur premier brûlot, un livre choyé, aimé, dont ils attendent tout, et ils sautent! Moi, je n'ai jamais eu 500 fr. pour risquer cet essai, je me suis fait à ma manière, et il faut que je me sente de débonnaire humeur pour ne pas le dire, ô grand Aloïse: Ote-toi de mon soleil! Je suis devenu un cynique littéraire, et, comme mes cheveux blanchissent, je ne prévois pas pouvoir me ranger. C'est à la jeunesse de faire ses premières armes! Vous êtes bien heureux, Monsieur, ajouta Cajol avec une certaine amertume en s'adres-

sant à Gabriel, à votre âge, avec votre talent, on arrive où l'on veut.

— Quand on le veut, dit Aloïse, et il ne veut pas.

— Vous êtes sans ambition, sans désirs, sans avidité de jouissances, d'orgueil et de satisfactions sensuelles?

— Non, j'ai tout cela, mais tourné d'un autre côté.

Cajol secoua la tête.

— De plus forts que vous ont échoué, vous échouerez. Seulement, retenez bien ceci: vous sacrifierez votre jeunesse jusqu'à son dernier souffle à une cause qui forme la majorité, et votre âge aura toutes les désespérances d'une sublime illusion perdue... L'on ne vit qu'une fois, et après...

— Après, on a rempli son devoir. Cajol ne répondit rien.

Il sentait la logique de Gabriel, il l'admirait tout en le plaignant, avec une naïveté cynique, d'avoir des convictions si contraires à sa fortune.

Au milieu du troisième acte de la féerie, Jean de Falais se présenta dans la loge du banquier.

Rumisard eut l'air froissé et ne reprit qu'avec peine son empire sur lui-même. Albine affecta de saluer à peine le journaliste; quant à Xavière, elle feignit de ne point s'apercevoir de son entrée.

Seulement un moment après elle jeta un regard plein de détresse à Gabriel Lefèvre.

— Est-ce qu'un danger le menacerait? so demanda-t-il.

Un danger! de ce côté, surtout quand il s'agissait de Jean de Falais, ce devait être une chose monstrueuse, abominable.

Il aurait voulu pouvoir entrer à son tour dans cette loge et questionner franchement Mademoiselle de Mériaud.

Mais de quel droit l'eût-il fait? La chaste fille lui avait-elle adressé une seule parole encourageante? Ne se trompait-il point quand il supposait que sa sympathie lui était acquise et qu'elle avait regretté son brutal renvoi?

Ce renvoi, il lui en avait caché les causes; Rumisard les avait-il expliquées?

Et si ces deux femmes avaient besoin d'un appui, à quel titre Gabriel se présenterait-il? Rumisard était le mari de l'une et le tuteur de l'autre. Rumisard seul pouvait interposer sa volonté ou faire valoir son influence.

Ce qui bouleversait davantage les idées de Gabriel, c'est que le banquier semblait souffrir de la présence de Jean de Falais, autant que sa femme et sa nièce.

La pensée qui déjà s'était présentée à l'esprit de Gabriel revint alors plus certaine, plus logique.

Jean de Falais était la plaie morale de cette famille.

Jean de Falais ruinerait Rumisard et causerait le désespoir d'Albine, de Xavière et de Rémie.

Toutes les suppositions, toutes les

angoisses se heurtèrent dans la tête du malheureux Gabriel.

Il souffrait mille fois plus des douleurs qu'il devinait dans l'intérieur du ménage d'Albine que des épreuves qui lui étaient personnelles.

Le spectacle avait complètement disparu pour lui.

Il assistait au drame mystérieux joué par Jean de Falais chez Rumisard.

Il eût donné sa vie pour trouver le mot de cette énigme.

La foule sortait, la toile venait d'être baissée pour la dernière fois; les femmes reprenaient leurs manteaux, on jetait déjà sur les velours des galeries ces tentures grises qui sont les suaires du théâtre.

Albine regarda du côté de Gabriel une dernière fois.

— Il se passe quelque chose dit Lefèvre, et l'on a besoin de moi.

— Q'avez-vous? lui demanda-t-il. Vous paraissez troublé.

— Répondez-moi avec franchise, dit Gabriel. Quelle est votre opinion sur Jean de Falais?

— Peu! dit-il, rien et beaucoup. Un coquin recouvert par un habile homme. Un faiseur d'affaires qui nous roulerait tous et duperait jusqu'aux agents de change. Un philosophe libre penseur qui semble baver son venin avec délice. Un colosse d'orgueil et un abîme de démoralisation. Vainqueur journaliste! Une incarnation merveilleuse du mal

intelligent, qui pense écrit et fait de ses idées une traînée de poudre.

Un écrivain folliculaire, qui jetterait une somme folle dans un abîme pour faire germer dans le monde une dépravation ou détruire une croyance. Un être qui a beaucoup souffert et qui se venge, qui ne croit à rien et veut ravir la foi des autres, qui n'a rien à espérer et qui défend que les autres espèrent...

— Un misérable, enfin?

— Doucement, il y a bien des espèces de misérables. Jean de Falais n'assassinerait jamais.

Les jeunes gens s'irent. Cajol les suivit.

— Si nous soupions? dit Quentin. Il me reste trois louis, et demain je signe des traités qui paveront d'or mon existence.

— Soupons, dit Cajol.

Gabriel ne répondit rien, mais il franchit avec le romancier et le bohème le seuil du restaurant.

Les vins montèrent au cerveau de Gabriel, accoutumé à une vie plus que frugale. Tout prit à ses yeux un aspect nouveau.

Ce qu'il venait de voir se déroula devant son souvenir, et il se sentit étroit par mille regrets, attiré par mille convoitises vers ce qu'il ne possédait pas.

On le reconduisit chez lui. Sa nuit fut stérile.

Le lendemain, on lui apporta une lettre.

(A suivre).